

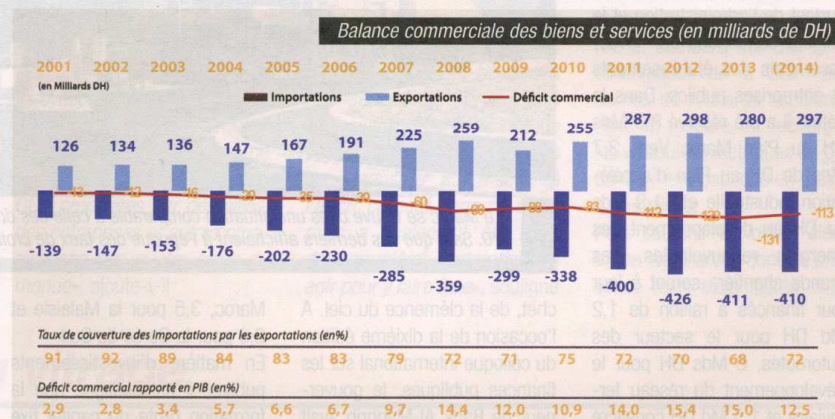
Commerce extérieur

Mazouz tire la sonnette d'alarme

Pendant les 8 premiers mois de l'année 2016, on a assisté au rebond des importations (+6,6%) et au ralentissement des exportations (-2%). Au regard d'une conjonction de certains facteurs (hausse des prix des produits énergétiques et des importations alimentaires), tout porte à croire que le déficit commercial s'accroîtra en 2016.



Il est vrai que depuis 2013, on assiste à l'atténuation du déficit de la balance commerciale. Ce dont se réjouit une partie de l'opinion publique, et à juste titre d'ailleurs, puisque ce reflux a eu une incidence positive sur les réserves de change et sur la liquidité des banques. A en croire Abdellatif Mazouz, ancien ministre du commerce extérieur, et professeur d'université, invité de la Chambre française de Commerce et d'Industrie au Maroc (CFCIM), lors de la rencontre portant sur les opportunités et les défis du commerce extérieur national, il n'y a pas de quoi pavoiser. «Le Maroc continue d'avoir une balance commerciale structurellement déficitaire», prévient-il. Et d'ajouter: «Le rythme de progression des importations du Maroc est plus élevé que celui des exportations». En clair, l'allègement du déficit budgétaire est davantage



lié à la baisse des prix des produits énergétiques qu'au dynamisme des exportations tirées par le secteur de l'automobile qui, d'après Mohamed Berrada, ancien ministre, est peu créateur de valeur ajoutée en raison de l'important volume d'importations qu'il génère. «La compétitivité se mesure à l'aune de la valeur ajoutée créée», assure-t-il. Faudrait-il

rappeler que le Maroc n'enregistre un excédent commercial qu'avec les pays du Sud, dont certains uniquement à cause des exportations de phosphates (Brésil, Inde). Le déficit commercial avec la Chine reste élevé. Pour avoir un ordre de grandeur, celui-ci s'est chiffré à 27,2 Mds de DH en 2014. Au-delà de ces éléments, c'est le modèle

économique, qui est mis en cause puisque celui-ci a pour socle l'encouragement de la demande intérieure, de nature à favoriser les importations, d'autant plus que l'offre nationale ne parvient toujours pas à satisfaire la demande. Selon Mazouz, c'est au niveau de la compétitivité que les exportateurs nationaux (au nombre de 6.300 en 2015), pèchent.

Malgré les multiples contraintes existantes pour ne citer que le manque de coordination des plans sectoriels et l'arsenal juridique incomplet et pas appliqué parfois, de multiples opportunités s'offrent au commerce extérieur. Il s'agit, entre autres, d'une meilleure perception de la «marque Maroc à l'étranger», des accords commerciaux signés avec 55 pays et de la centralité du pays qui donne accès à près d'1 milliard de consommateurs. Tout l'enjeu est d'avoir la capacité de mettre à profit promptement ces atouts, tout en s'employant à améliorer l'offre exportable assez peu diversifiée et sophistiquée aux yeux de l'ancien ministre du Commerce extérieur. Cela dit, les avancées réalisées ces dernières années à l'export sont à relier aux multiples plans sectoriels, mais également aux initiatives comme Maroc Export Plus (2009-2018) et le Plan national de développement des échanges commerciaux (2014-2016).

En définitive, la dynamisation des exportations à l'avenir sera sans doute conditionnée par la capacité du Maroc à amener certains pays africains à appliquer et ratifier les accords préférentiels existants et à développer certains partenariats stratégiques initiés par Sa Majesté le Roi (Chine, Russie). ■

M. Dia

Peu d'acteurs significatifs à l'export

«Pour gagner un match de football, il faut non seulement avoir des joueurs mais de très bons compétiteurs», clame Abdellatif Mazouz. L'ancien ministre estime qu'il existe peu d'acteurs marocains significatifs à l'export. En 2009, le Maroc comptait 5.189 entités exportatrices, dont seules 12 ont réalisé un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de DH. Toutefois, le nombre d'entreprises exportatrices a atteint 6.300 l'année dernière. Ce qui visiblement reste encore négligeable au regard du stock d'entreprises au Maroc. A contrario, il y avait quatre fois plus d'entreprises importatrices qu'exportatrices en 2009. Partant, il n'est pas surprenant de constater qu'entre 2002 et 2010, les exportations ont enregistré un rythme d'accroissement annuel moyen de 10%, contre 13% pour les importations. En somme, Abdellatif Mazouz a fini son intervention sur une note d'optimisme, estimant que le Maroc a la capacité de modifier la physionomie de la balance commerciale, structurellement déficitaire.